



# Assemblée générale

Soixante-douzième session

Documents officiels

Distr. générale  
17 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

## Sixième Commission

### Compte rendu analytique de la 23<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 27 octobre 2017, à 10 h 15

*Président :* M. Gafoor ..... (Singapour)

## Sommaire

Déclaration du Président de la Cour internationale de Justice

Point 81 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

17-19025X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 15.

# **Déclaration du Président de la Cour internationale de Justice (suite)**

1. **M. Abraham** (Président de la Cour internationale de Justice) dit qu'il a choisi de prendre la parole devant le Comité au sujet de la place des tiers dans la pratique judiciaire et la jurisprudence de la Cour internationale de Justice. L'article 59 du Statut de la Cour précise que « [l]a décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé ». La Cour a cependant reconnu que les intérêts d'États tiers, et plus particulièrement leurs intérêts juridiques, peuvent entrer en jeu dans le cadre de procédures contentieuses, et que ceci mérite d'être pris en considération. Cette prise en considération prend deux formes : elle permet à des États tiers, dans certaines circonstances, de jouer un rôle actif dans une affaire contentieuse entre deux autres États ; elle permet aussi aux États tiers d'être protégés, même en l'absence d'action de leur part, dans le cadre d'affaires contentieuses auxquelles ils ne sont pas parties et dont la résolution pourrait les concerner ou les affecter.

2. Le Statut de la Cour consacre deux articles à l'intervention, qui distinguent entre deux cas de figure. Le paragraphe 1 de l'article 62, dispose que « lorsqu'un État estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention ». L'article 63 traite quant à lui des cas où « il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres États que les parties en litige ». En pareil cas, ceux-ci sont avertis sans délai par le Greffier, et « chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès ».

3. Les contours de l'intervention sur le fondement de l'article 63 sont clairement définis. En revanche, l'État qui ne se trouve pas dans les conditions envisagées à l'article 63, mais qui estime cependant qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause dans un différend soumis à la Cour par d'autres États, peut adresser à la Cour une requête à fin d'intervention, fondée sur l'article 62 ; requête que la Cour peut décider d'admettre ou de ne pas admettre. Dans les deux cas d'intervention envisagés par le Statut, c'est l'État tiers qui est à l'origine de la démarche menant à l'intervention : la Cour ne peut pas prescrire la participation d'un État tiers à une instance. La Cour n'a été saisie, depuis sa création, que de quatre déclarations d'intervention sur le fondement de l'article 63 du Statut.

4. À l'inverse, les contours de l'intervention sur le fondement de l'article 62 du Statut sont moins évidents et méritent qu'on y porte une attention plus particulière.

La Cour a eu l'occasion de préciser, dans sa jurisprudence, les conditions dans lesquelles il est possible d'intervenir sur le fondement de l'article 62.

5. D'abord, elle a souligné qu'il n'était pas nécessaire, pour qu'elle accueille une demande d'intervention d'un État tiers sur le fondement de l'article 62, que les parties à l'affaire en cause consentent à une telle intervention. En effet, un État qui souhaite intervenir en tant que non-partie peut le faire sans qu'il existe une base de compétence entre lui-même et les parties à l'instance. En revanche, la Cour a précisé que si l'État qui demande à intervenir entend lui-même devenir une partie au procès, une telle base de compétence est requise. Cette distinction entre la possibilité d'une intervention en tant que partie et celle d'une intervention en tant que non-partie ne se trouve pas en tant que telle dans l'article 62 du Statut, ni d'ailleurs dans les articles pertinents du Règlement, mais elle a été mise en lumière par la Cour dans sa jurisprudence, et en particulier dans les arrêts du 4 mai 2011 par lesquels elle a statué sur les requêtes à fin d'intervention présentées par le Honduras d'une part, et par le Costa Rica d'autre part, dans le cadre de l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. La distinction entre l'intervention en tant que partie et l'intervention en tant que non-partie n'est pas seulement déterminante en termes de conditions à remplir pour qu'une requête à fin d'intervention soit admise ; elle a également des conséquences en termes d'étendue des droits procéduraux de l'État intervenant.

6. En outre, la Cour a précisé que l'intervention sur le fondement de l'article 62 avait un but préventif ; en conséquence, un État ne peut, par le biais de l'intervention, soumettre à la Cour de nouvelles questions à trancher, en tous cas lorsqu'il n'acquiert pas la qualité de partie à l'affaire dans laquelle il intervient. Il doit se borner à protéger ses intérêts juridiques d'ores et déjà en cause dans le différend soumis à la Cour. Pour reprendre les termes employés par la Chambre de la Cour constituée pour connaître de l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime entre El Salvador et le Honduras*, dans son arrêt du 13 septembre 1990 portant sur la requête du Nicaragua à fin d'intervention, « le but de l'intervention n'est pas de mettre l'État intervenant en mesure de greffer une nouvelle affaire sur la précédente » mais bien « de protéger un "intérêt d'ordre juridique" d'un État susceptible d'être affecté par une décision, dans une affaire pendante entre d'autres États ».

7. Enfin, lorsqu'elle statue sur une requête à fin d'intervention, la Cour ne se demande pas si la participation de l'État tiers qui souhaite intervenir pourrait lui être utile ou même nécessaire, une réponse

positive à cette question ne suffisant pas pour accueillir la requête ; la Cour ne se pose qu'une seule question : celle de savoir si l'intérêt juridique de l'État tiers est en cause dans le différend faisant l'objet de la procédure principale, ou, pour citer la version anglaise de l'article 62 du Statut, si l'État tiers « has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case » (lorsqu'un État estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause).

8. Dans l'affaire du *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*, dans laquelle l'Italie, qui souhaitait intervenir sur le fondement de l'article 62 du Statut, invoquait notamment à l'appui de sa requête à fin d'intervention « l'impossibilité, ou du moins la difficulté beaucoup plus grande, qu'éprouverait la Cour à s'acquitter de la tâche à elle confiée par le compromis (conclu entre Malte et la Libye) si l'Italie ne participait pas à la procédure en qualité d'intervenant ». Dans cette affaire, la Cour a décidé que la requête à fin d'intervention de l'Italie ne pouvait être admise.

9. La version française de l'article 62 du Statut fait mention d'un « intérêt juridique en cause » dans un différend, tandis que la version anglaise se réfère à un « interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case », soit, littéralement en français, « un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision en l'espèce ». La Cour a relevé cette différence de langage entre les deux versions linguistiques du Statut et, estimant que le texte anglais était « plus explicite », elle a systématiquement recherché, lorsqu'elle était saisie d'une requête à fin d'intervention sur le fondement de l'article 62, si l'intérêt juridique invoqué par l'État souhaitant intervenir était « susceptible d'être affecté », dans son contenu et dans sa portée, par la décision qu'elle rendrait dans la procédure principale.

10. Cet « intérêt d'ordre juridique » dont l'État intervenant doit pouvoir se prévaloir est bien un intérêt, et pas un droit. Il est en effet de jurisprudence constante que « l'État qui cherche à intervenir en tant que non-partie n'a... pas à établir qu'un de ses droits serait susceptible d'être affecté » ; il est suffisant pour cet État d'établir qu'un de ses *intérêts* pourrait être affecté. Toutefois, l'intérêt invoqué doit bien être « d'ordre juridique », c'est-à-dire que cet intérêt, comme il est dit dans les arrêts relatifs aux demandes d'intervention en l'affaire du *Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et la Colombie*, « doit faire l'objet d'une prétention concrète et réelle de cet État, fondée sur le droit, par opposition à une prétention de nature exclusivement politique, économique ou stratégique ».

11. Enfin, il n'est pas nécessaire, pour que l'intervention soit admise, d'établir que l'intérêt juridique de l'État tiers *sera* affecté par la décision à venir dans l'affaire faisant l'objet de la procédure principale ; il faut et il suffit que cet intérêt *puisse* être affecté par cette décision. La Cour a rappelé ce principe bien établi dans son ordonnance du 4 juillet 2011 statuant sur la dernière requête à fin d'intervention lui ayant été présentée sur le fondement de l'article 62, à savoir celle de la République hellénique en l'affaire des *Immunités juridictionnelles de l'État (Allemagne c. Italie)*. Il est en outre de jurisprudence constante, depuis l'arrêt du 23 octobre 2001 statuant sur la requête à fin d'intervention des Philippines en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pulau Ligitam et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*, que l'intérêt d'ordre juridique en cause « n'est pas limité au seul dispositif d'un arrêt. Il peut également concerner les motifs qui constituent le support nécessaire du dispositif ». En d'autres termes, un État souhaitant intervenir dans une instance peut fonder sa demande sur le fait qu'une partie des motifs d'un arrêt, et pas forcément le dispositif lui-même, risque de mettre en cause un de ses intérêts d'ordre juridique.

12. Une question que l'article 62 du Statut ne règle pas expressément est celle de savoir si le fait qu'un intérêt juridique est susceptible d'être affecté par une décision impose à la Cour d'admettre l'intervention, ou bien si sa décision sur ce point relève de sa discrétion. En l'espèce, la Cour a indiqué, pour la première fois dans son arrêt du 14 avril 1981 statuant sur la requête de Malte à fin d'intervention en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*, et régulièrement depuis, que, si le paragraphe 2 de l'article 62 dispose qu'il lui appartient de décider de toute demande d'intervention sur ce fondement, elle « ne considère pas que (cette disposition) lui confère une sorte de pouvoir discrétionnaire lui permettant d'accepter ou de rejeter une requête à fin d'intervention pour de simples raisons d'opportunité ». Ainsi, lorsque la Cour a conclu à la réunion des conditions posées par l'article 62 du Statut et considéré que l'objet de l'intervention sollicitée était conforme au rôle de l'intervention, elle a systématiquement admis l'intervention requise par l'État tiers concerné.

13. S'agissant de ce qui peut pousser un État tiers à souhaiter intervenir sur le fondement de l'article 62 dans une affaire, à savoir les conséquences résultant d'une telle intervention, l'orateur dit que l'État intervenant ne devient pas nécessairement partie à l'affaire du fait de son intervention. Il ne peut en effet devenir partie que s'il le demande et fait valoir une base de compétence applicable entre lui et les parties à l'instance principale.

Qu'il intervienne en tant que partie ou non, le tiers intervenant a le droit, conformément au paragraphe 3 de l'article 85 du Règlement, de présenter au cours de la procédure orale des observations sur l'objet de l'intervention, objet qui doit être identifié par cet État dans sa requête à fin d'intervention, et que la Cour délimite. Toutefois, la « qualité » de l'intervention a des implications s'agissant à la fois des droits procéduraux acquis et des obligations de l'État tiers. La Cour a résumé ces différences dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, affaire dans laquelle le Honduras sollicitait, à titre principal, l'autorisation d'intervenir en tant que partie, et, à titre subsidiaire celle d'intervenir en tant que non-partie. S'il est autorisé par la Cour à être partie au procès, l'État intervenant peut lui demander de reconnaître ses droits propres dans sa décision future, laquelle sera obligatoire à son égard en ce qui concerne les aspects pour lesquels l'intervention a été admise. *A contrario*, l'État autorisé à intervenir à l'instance en tant que non-partie « n'acquiert pas les droits et n'est pas soumis aux obligations qui s'attachent à la qualité de partie en vertu du Statut et du Règlement de la Cour ou des principes juridiques généraux de procédure ».

14. La prise en compte des intérêts des États tiers dans le contexte d'affaires contentieuses, à savoir la protection qui leur est garantie par la Cour même en l'absence d'action de la part de ces derniers, peut se manifester de la manière suivante : la Cour, dans certaines circonstances, se déclare dans l'impossibilité de se prononcer sur une question lorsque celle-ci met en jeu les intérêts d'États tiers non parties à l'instance. La Cour a affirmé pour la première fois dans l'affaire bien connue de l'*Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique)* qu'elle ne saurait statuer sur les droits et obligations d'un tiers au procès sans son consentement, lorsque ceux-ci constituent « l'objet même » de la décision à rendre. Dans cette affaire, la Cour était appelée à décider à quel État devait être remise une quantité d'or monétaire prise à Rome en 1943 par l'Allemagne, qui était reconnue comme appartenant à l'Albanie, mais sur laquelle le Royaume-Uni et l'Italie avaient tous deux des prétentions. Dans sa requête, l'Italie demandait à ce que lui soit remis l'or monétaire en satisfaction partielle de dommages qui lui avaient prétendument été causés par l'Albanie. La Cour a considéré qu'examiner au fond de telles questions serait trancher un différend entre l'Italie et l'Albanie, ce qu'elle ne pouvait faire sans le consentement de cet État.

15. La Cour a eu l'occasion d'appliquer à nouveau le principe dit de l'*or monétaire* en l'affaire du *Timor oriental (Portugal c. Australie)*, affaire dans laquelle le

Portugal reprochait à l'Australie d'avoir conclu un traité avec l'Indonésie créant une zone de coopération dans un secteur situé entre la province indonésienne du Timor oriental et l'Australie septentrionale. Le Portugal alléguait que l'Australie avait, en concluant ce traité, porté atteinte à ses droits en tant que puissance administrante du Timor oriental, ainsi qu'aux droits du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même et à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles.

16. La Cour a observé qu'elle devait, pour se prononcer sur la demande du Portugal, préalablement statuer sur la licéité du comportement de l'Indonésie, et plus particulièrement sur la question de savoir si celle-ci avait le pouvoir de conclure des traités relativement aux ressources naturelles du plateau continental du Timor oriental pour le compte de celui-ci. La Cour a conclu qu'elle ne pouvait exercer sa compétence en vue de statuer sur le différend qui lui était soumis, puisque l'objet même de sa décision.... serait nécessairement de déterminer si, compte tenu des circonstances dans lesquelles l'Indonésie est entrée et s'est maintenue au Timor oriental, elle pouvait ou non acquérir (un tel pouvoir). Une telle décision ne pouvait être rendue en l'absence du consentement de l'Indonésie. Ainsi, un État tiers à une instance a la garantie que la Cour ne se prononcera pas sur une demande qui supposait nécessairement de déterminer sa responsabilité internationale.

17. Néanmoins, comme la Cour l'a précisé dans son arrêt du 26 juin 1992 en l'affaire de *Certaines terres à phosphates de Nauru (Nauru c. Australie)*, elle n'est pas privée de sa compétence pour connaître d'une affaire du simple fait que les intérêts juridiques d'un État tiers pourraient être affectés par sa décision à venir, ou que sa décision pourrait avoir des incidences sur la situation juridique d'un tel État tiers. Le principe de l'*or monétaire* ne trouve à s'appliquer que lorsque l'intérêt juridique de l'État tiers susceptible d'être affecté constitue l'objet même de la décision que le demandeur sollicite et lorsqu'il existe un lien logique entre la position que la Cour devrait nécessairement arrêter à propos de cet État tiers et la décision recherchée par le demandeur.

18. Un autre moyen par lequel la Cour protège les droits et intérêts des États tiers dans les procédures contentieuses est de veiller à ce que ses décisions n'affectent pas les intérêts de ces derniers. À titre d'exemple, l'intervenant dit qu'en identifiant la zone pertinente qu'elle est appelée à délimiter, la Cour ne s'est pas estimée empêchée d'inclure dans cette zone des espaces dans lesquels les droits d'États tiers pouvaient entrer en jeu, tout en rappelant que cela était sans préjudice des droits que ces États tiers peuvent

prétendre détenir dans cette zone. Ainsi, dans l'affaire de la *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, la Cour a relevé que le fait d'inclure certains espaces – qui peuvent être considérés comme constituant la zone pertinente – à seule fin de déterminer approximativement l'étendue des droits concurrents des Parties (était) sans incidence sur les droits d'États tiers. Par ailleurs, une pratique s'est développée tendant à ce que la Cour, lorsqu'elle trace une ligne délimitant les espaces maritimes entre les États parties à la procédure principale, arrête, en tant que de besoin, la ligne ainsi tracée avant qu'elle n'atteigne une zone où les intérêts juridiques d'États tiers sont susceptibles d'être touchés.

19. Plusieurs autres aspects de la pratique de la Cour à l'égard des tiers à ces procédures auraient pu être évoqués. Le Statut prévoit la possibilité pour toute organisation internationale publique de présenter des observations à la Cour lorsque l'interprétation de son acte constitutif ou celle d'une convention internationale adoptée en vertu de cet acte est mise en question dans une affaire soumise à la Cour. En revanche, le Statut n'aménage aucune possibilité pour les organisations non gouvernementales d'intervenir en qualité d'*amicus curiae* devant la Cour dans le contexte d'affaires contentieuses. L'article 66 du Statut prévoit que tout État admis à ester devant la Cour et toute organisation internationale jugés par la Cour susceptibles de fournir des renseignements sur la question posée sont informés que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique. En outre, un État n'ayant pas reçu une telle invitation peut néanmoins exprimer le souhait de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu. Les instructions de procédure adoptées par la Cour prévoient par ailleurs que les exposés écrits ou documents présentés à l'initiative d'une organisation non gouvernementale dans le cadre d'une procédure consultative ne doivent pas être considérés comme faisant partie du dossier de l'affaire, mais sont traités comme des publications facilement accessibles, que l'on rend consultables et auxquelles les États et les organisations intergouvernementales qui présentent des exposés écrits ou oraux dans l'affaire concernée peuvent se référer.

20. **M. Simonoff** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il trouve la déclaration du Président de la Cour internationale de Justice instructive mais apprécierait d'entendre son point de vue sur le décalage qui existe entre le paragraphe 2 de l'article 63 du Statut de la Cour, qui prévoit que l'interprétation contenue dans la sentence est tout aussi obligatoire à l'égard des États ayant fait une requête à fin d'intervention qu'à l'égard des parties au litige, et l'article 62 qui ne dit rien du

caractère contraignant d'un arrêt s'agissant d'États qui interviennent aux termes de cet article.

21. **M. Abraham** (Président de la Cour internationale de Justice) dit qu'en rédigeant l'article 62, les législateurs avaient probablement à l'esprit le cas de figure d'un État qui souhaite intervenir en tant que non-partie à un différend. Dans ce cas, il est logique qu'un arrêt ne devrait pas être contraignant. C'est la Cour, qui, dans sa jurisprudence, stipule que lorsqu'un État tiers intervient en qualité de partie à la procédure, la décision de la Cour aura force contraignante pour ce qui est des questions qui ont suscité son intervention, puisqu'en l'espèce l'État intervenant a acquis la qualité de partie au différend. Il n'y a rien d'ambigu dans le libellé des articles 62 et 63 ; la jurisprudence de la Cour introduit une certaine complexité, mais elle est également fondée et constante : l'intervention en tant que partie est plus difficile à obtenir du fait du plus grand nombre de conditions à remplir, mais une fois qu'elle est acquise, il en résulte des conséquences pour l'État intervenant, l'une d'elles étant qu'il est lié par l'arrêt sur les points qui font l'objet de son intervention.

22. **M. Tito** (Kiribati) dit que les États insulaires du Pacifique ont été ravagés par l'action destructive des tempêtes, des vents et des vagues qui ont endommagé leurs digues et ponts, rendant impropre à la consommation l'eau potable et détruisant les maisons. Il est d'ores et déjà acquis que ces dommages peuvent être attribués à un comportement irresponsable des êtres humains à l'échelle de la planète, comme l'attestent les faits scientifiques. L'intervenant souhaite savoir si un tel comportement ne pourrait pas être déclaré comme constituant une action fautive, un délit ouvrant droit à une action, et si on ne pourrait pas veiller à ce que le préjudice ainsi causé n'ouvre pas droit à réparation.

23. **M. García Reyes** (Guatemala) dit que la Cour internationale de Justice joue un rôle important dans la garantie de préservation de l'état de droit partout dans le monde. Les décisions de la Cour contribuent à assurer le règlement pacifique des différends entre États et sa jurisprudence a considérablement enrichi les travaux de la Sixième Commission en tant qu'organe juridique de l'Organisation des Nations Unies, qui agit à titre consultatif.

24. **Le Président**, intervenant à titre personnel, dit qu'il serait intéressant d'entendre le Président de la Cour, alors qu'il retrace la période où il a exercé cette fonction, préciser quelle pourrait être la mission de l'instance durant les 20 prochaines années, et ce que les représentants à la Sixième Commission, qui comptent parmi les plus brillants juristes de la communauté



internationale, pourraient faire pour concrétiser cette vision.

25. **M. Abraham** (Président de la Cour internationale de Justice), répondant tout d'abord aux observations du Guatemala, dit que la Cour continuera de s'efforcer d'être à la hauteur de la confiance qui lui a été témoignée. Pour ce qui est des observations du représentant de Kiribati sur les graves dommages causés à l'environnement par les changements climatiques, l'intervenant dit qu'il a été manifestement ému par les préoccupations qui ont été exprimées quant à cette question, à l'instar de l'ensemble de la Cour. Cela dit, la Cour n'est qu'un des nombreux rouages du système des Nations Unies, et ses travaux doivent se fonder sur son Statut, dont les compétences consistent soit à résoudre une question contentieuse avec l'assentiment des Parties soit à fournir un avis consultatif lorsqu'on le lui demande. Même si le droit international de l'environnement est un domaine relativement nouveau, la Cour a déjà eu à connaître d'un certain nombre d'affaires, et à l'avenir, il se pourrait bien qu'elle soit appelée à contribuer davantage à la clarification et au développement du droit dans ce domaine. Mais à la différence d'un organe politique, la Cour ne peut pas décider de son propre chef des questions auxquelles il convient de s'attaquer. Elle doit être saisie d'une question, et doit vérifier, dans les limites de sa compétence, qu'elle est en mesure de traiter cette question.

26. S'agissant de l'avenir de la Cour internationale de Justice, l'orateur dit que l'autorité de la Cour découle entièrement de la confiance que les États placent dans sa capacité à s'acquitter de sa mission. Dans un monde idéal, tous les différends entre États seraient susceptibles d'être soumis à un règlement judiciaire. En réalité, les États, qui sont des entités souveraines, sont libres d'accepter ou non la compétence de la Cour. La Cour respecte scrupuleusement les limites de sa compétence et n'outrepasse jamais ces limites. Cependant, en raison de la qualité de ses arrêts et de son adhésion aux normes se rapportant au prononcé, comme le traitement rapide des affaires urgentes impliquant des demandes en indication de mesures conservatoires, la Cour souhaite mériter la confiance des États et même assister à sa consolidation afin qu'à l'avenir, un nombre sans cesse croissant d'entre eux puissent accepter sa compétence. C'est essentiellement ce qui définira les contours de la justice internationale au cours des 20 prochaines années. D'ici là, on pourrait œuvrer au renforcement de la confiance des États à l'égard de la justice internationale ainsi qu'à celui de la primauté du droit dans les relations internationales.

**Point 81 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session (suite) (A/72/10)**

27. **Le Président** invite la Commission à poursuivre son examen des chapitres VI et VII du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session (A/72/10).

28. **M. Špaček** (Slovaquie) dit que la manière dont la Commission traite le sujet « Protection de l'atmosphère » demeure préoccupante et à sa dernière session, celle-ci a une fois de plus prouvé que cette question n'évolue pas dans la bonne direction.

29. La Slovaquie reconnaît les graves risques et défis que posent les changements climatiques et le réchauffement planétaire à l'humanité, de même que le fait que la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique sont les principaux agents de l'évolution du climat. Toutefois, il n'appartient pas à la Commission d'aborder ces questions de politique générale impliquant un large éventail de questions socioéconomiques et scientifiques et de problèmes de développement, qui ne relèvent pas de son mandat principal. Les considérations juridiques doivent primer sur toute autre considération lorsqu'il s'agit de définir et d'élaborer les règles relatives à la protection de l'atmosphère.

30. Le libellé actuel des projets de directive adoptés à titre provisoire par la Commission manque toujours de clarté quant à son objectif. Comme indiqué dans le projet de préambule, les projets de directives ne doivent pas empiéter sur les négociations politiques concernant, notamment, les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone ou la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, et ne doivent pas viser non plus à « combler » les lacunes des régimes conventionnels, ou à compléter les régimes conventionnels actuels par de nouvelles règles ou de nouveaux principes juridiques. Toutefois, il reste à établir ce que la Commission entend réaliser en élaborant un ensemble de directives qui se bornent à répéter des obligations de procédure relevant du droit international et ne se rapportant pas exclusivement à la protection de l'atmosphère.

31. Pour ce qui est de l'application concurrente du droit international relatif à la protection de l'atmosphère et d'autres branches du droit international, il est évident que la Commission a été aux prises avec le contenu du quatrième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/705 et Corr.1), et le Comité de rédaction devrait être félicité d'avoir apporté des améliorations aux projets de directives proposés par le Rapporteur spécial. Le

soutien accordé aux législations proposées relatives à la protection de l'atmosphère est minime, car elles ne sont pas fondées sur des hypothèses réalistes. En effet, ni la doctrine ni la pratique des États n'appuient l'idée selon laquelle il existe une branche distincte du droit international relatif à la protection de l'atmosphère. Il n'est donc pas nécessaire d'aborder la question de l'application concurrente, sinon on risquerait de se livrer à un débat purement théorique qui exclurait la recherche de solutions pratiques réalistes. En outre, la question de l'application concurrente a été suffisamment couverte par la Commission dans ses travaux sur le sujet « Fragmentation du droit international ».

32. L'approche adoptée au paragraphe 1 du projet de directive 9 (Relation entre règles pertinentes), à savoir que les conflits au regard du droit international pourraient être évités par le biais de modifications ou de variantes politiquement orientées apportées aux fins de la détermination, de l'interprétation ou de l'application des règles pertinentes, est des plus irréalistes. Le paragraphe 1 contient aussi des contradictions qui prêtent à confusion. Le paragraphe 2, tel qu'il est actuellement rédigé, énonce une évidence. Il symbolise un problème fondamental dont pâtissent les projets de directives : ils représentent une initiative artificielle visant à recueillir et à reformuler des normes généralement applicables, sans identifier les particularités directement applicables à la protection de l'atmosphère.

33. Au paragraphe 3, la Commission a tenté d'identifier les personnes et les groupes particulièrement vulnérables. Toutefois, les personnes et les groupes particulièrement vulnérables aux changements climatiques ne sont pas nécessairement identiques à ceux qui sont vulnérables à la pollution atmosphérique ou à la dégradation atmosphérique. Par exemple, les personnes vivant dans des villes ou dans des zones très industrialisées sont beaucoup plus vulnérables aux effets de la pollution atmosphérique que les groupes ou les personnes vivant dans des zones reculées. La notion sous-tendant ce paragraphe devrait donc être réexaminée.

34. S'agissant du sujet « Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État », l'intervenant dit que la délégation slovaque est préoccupée par la procédure suivie par la Commission afin de sortir de l'impasse sur les limites et exceptions à l'immunité *ratione materiae*. Bien que le vote soit un outil procédural légitime, il ne doit être utilisé qu'en dernier recours et uniquement en faisant preuve de la plus grande prudence, en particulier sur des questions politiquement sensibles. Forcer l'adoption du projet

d'article 7 par le biais d'un vote par appel nominal n'est pas la bonne manière de procéder. La Commission aurait dû poursuivre ses débats et explorer des solutions consensuelles. Nul ne pouvait raisonnablement espérer que les dissensions qui se sont fait jour au sein de la Commission sur ce projet d'article passeraient inaperçues à l'Assemblée générale ; dans ces conditions, une action consensuelle sur le projet d'article était quasiment impossible.

35. La Slovaquie approuve le fait que les représentants de l'État puissent bénéficier du concept de l'immunité *ratione materiae*, reconnaissant de même l'existence des limites et exceptions à cette immunité, et appuie l'inclusion du projet d'article 7, qui traite de ces limites et exceptions. Toutefois, ces limites et exceptions ne devraient être applicables qu'aux principaux crimes de droit international. Bien que cette idée puisse être déduite du titre du projet d'article (Crimes de droit international à l'égard desquels l'immunité *ratione materiae* ne s'applique pas), il serait plus utile que l'objectif initial du projet d'article, à savoir définir les limites et exceptions à l'immunité *ratione materiae*, figure plus explicitement dans le titre.

36. La délégation slovaque se félicite de l'approche suivie par la Commission qui consiste à dresser une liste des crimes internationaux pour lesquels l'immunité *ratione materiae* ne s'applique pas. Cette démarche permettrait d'asseoir le principe de sécurité juridique, même si la question se pose naturellement de savoir si une telle liste devrait refléter le droit international coutumier ou constituer une tentative de développement du droit. De l'avis de la délégation slovaque, cette liste ne devrait pas aller au-delà des infractions *de lege lata*, pas plus qu'elle ne devrait comprendre les crimes qui ne font pas partie du droit international général ou qui relèvent d'une catégorie plus large de crimes internationaux spécifiques, tels que les crimes contre l'humanité. La Commission devrait donc poursuivre le débat sur la question de savoir si le crime d'apartheid, la torture et les disparitions forcées devraient être inclus dans la liste des crimes à l'égard desquels l'immunité *ratione materiae* ne devrait pas s'appliquer. La Commission devrait également décider si son ambition en ce qui concerne le projet d'article 7 est de redéfinir la notion de crimes de droit international.

37. La question des dispositions et garanties procédurales, que la Rapporteuse spéciale entend traiter dans son sixième rapport, pourrait s'avérer déterminante à l'obtention d'un ensemble de projets d'articles réalistes, qui faciliterait leur adoption et approbation par les États. Tout en prenant note de l'intention de la CDI de mener à bien le projet d'articles en première lecture en 2018, la délégation slovaque émet une mise en garde,

à savoir qu'il conviendrait de ne pas brûler les étapes, sous prétexte de vouloir atteindre à tout prix un objectif somme toute prématuré.

38. **M. Alabrune** (France) dit que la Commission devrait savoir que ses travaux sur le sujet de la protection de l'atmosphère pourraient se recouper avec le traitement de certaines questions dans le cadre du projet de pacte mondial pour l'environnement, proposé par le Président de la République le 19 septembre 2017. Le respect des termes convenus en 2013, date à laquelle ce sujet figure pour la première fois au programme de travail de la Commission, revêt maintenant une importance encore plus grande à cet égard.

39. Se référant aux projets de directives adoptés à titre provisoire par la Commission, l'orateur dit que le projet de préambule se contente pour l'essentiel de déclamer des notions et faits scientifiques et ne réussit pas à élucider les intentions du texte ; la question s'est posée de savoir si celui-ci est utile ou non. Les projets de directives n'étant pas, de par leur nature, juridiquement contraignants, la délégation française remet également en question l'utilité du projet de directive 9, dont l'un des buts principaux est « d'éviter, dans la mesure du possible, tout conflit ou divergence » entre les règles relatives à la protection de l'atmosphère et les autres règles pertinentes de droit international.

40. En outre, la relation entre certaines branches du droit mentionnées dans le projet de directive 9 et la protection de l'atmosphère ne va pas de soi. Il est difficile de déterminer si les traités d'investissement bilatéraux couvrent vraiment la question de l'atmosphère. Quant aux règles du droit commercial international, s'il est vrai qu'elles ne devraient pas être interprétées isolément, le commentaire du projet de directive 9 ne clarifie guère les liens entre les traités d'investissement bilatéraux et la protection de l'atmosphère. Les instruments internationaux cités dans le commentaire ne contiennent pas de dispositions relatives à la protection de l'atmosphère en soi : elles traitent de la protection de l'environnement en général.

41. Enfin, l'analyse de la manière dont le principe de non-discrimination s'applique à la protection de l'atmosphère ne semble pas refléter l'état du droit international positif : par exemple, aucune référence n'est faite à la pratique des États et des organisations internationales. Dans son commentaire, la Commission dispose que « le principe de la non-discrimination exige de l'État responsable qu'il traite la pollution atmosphérique transfrontière et la dégradation atmosphérique mondiale comme si elles survenaient sur son territoire », en se fondant sur un article savant pris isolément, sans se demander s'il est étayé ou non par la

pratique. Compte tenu des conditions définies lors de l'inclusion initiale du sujet au programme de travail en 2013, et des négociations diplomatiques en cours, la Commission doit faire preuve de plus de retenue dans ses travaux sur la protection de l'atmosphère.

42. Le chapitre VII du rapport de la Commission sur l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, soulève un certain nombre de problèmes, en particulier en considération de l'importance fondamentale que revêtent les règles relatives à l'immunité quant aux relations internationales. L'examen du sujet, en particulier le projet d'article 7, a suscité un vif débat au sein de la Commission, ce qui a abouti à l'adoption du projet d'article, par un vote à la majorité des membres. La question des exceptions à l'immunité de juridiction pénale étrangère est d'une importance capitale, et la Commission aurait dû prendre le temps de forger un consensus en la matière. On peut difficilement s'attendre à ce que le texte soit accepté par tous les États, si la Commission elle-même n'est pas parvenue à dégager un consensus sur le sujet ; l'absence d'un consensus va à l'encontre de l'interprétation cohérente des règles du droit international et aggrave le risque de fragmentation.

43. Lorsqu'elle entreprend des travaux sur un sujet aussi important, il importe que la Commission annonce clairement si elle se livre à la codification du droit international ou à son développement progressif ; il est intéressant de constater que la Commission indique que ses réflexions reposent sur l'existence d'une « tendance ». Vu l'insuffisance de la pratique des États et de l'*opinio juris* dans ce domaine, les exceptions à l'immunité *ratione materiae* énumérées au projet d'article 7 ne constituent pas, selon la France, des règles du droit international coutumier. La délégation française regrette que la Commission n'ait pas mis en place un groupe de travail chargé d'examiner la pratique des États y afférente de manière plus approfondie, puisque même les membres qui ont voté en faveur de l'adoption du projet d'article 7 avaient divergé quant à l'interprétation de la pratique des États.

44. La Commission a indiqué dans son rapport qu'elle comptait achever l'examen du projet d'article en première lecture en 2018. Puisque les dispositions et garanties procédurales applicables, faisant l'objet d'un examen à la prochaine session, sont directement liées à la question des exceptions à l'immunité, et compte tenu des débats intenses et des désaccords profonds sur la question, il serait préférable que la Commission se donne tout le temps nécessaire pour développer une vue cohérente de la pratique pertinente, afin de parvenir à un consensus plus large sur le texte.



45. **M. Perera** (Sri Lanka) dit qu'en ce qui concerne le sujet de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, il y a lieu d'agir avec circonspection, en raison à la fois de la complexité juridique et du caractère politiquement sensible des questions en cause et de l'importance cruciale qu'elles revêtent pour les États Membres. Dans son cinquième rapport sur le sujet ([A/CN.4/701](#)), la Rapporteuse spéciale indique en guise de conclusion qu'il n'est donc pas possible de déterminer, sur la base de la pratique, l'existence d'une règle coutumière permettant d'appliquer des limites ou des exceptions à l'immunité *ratione personae*, ni d'identifier une tendance en ce sens. Toutefois, elle déclare également que, même si elle varie, on y observe une tendance claire à considérer la commission de crimes internationaux comme l'un des motifs de non-application de l'immunité *ratione materiae* des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère. Cette conclusion ainsi que l'approche adoptée dans le projet d'article 7 ont bel et bien suscité une forte controverse au sein de la CDI, ce qui a entraîné une situation regrettable, à savoir le recours à un vote sur une question qui mérite de faire l'objet d'une analyse critique plus poussée et de déboucher sur une décision prise par consensus.

46. Au cours du débat on s'est interrogé sur la question de savoir si le rapport contenait suffisamment de preuves convaincantes à l'appui de la conclusion qui avait été formulée sur l'existence de limites et exceptions à l'immunité *ratione materiae*. Bien que l'examen de la pratique dans le rapport ait été considéré comme approfondi, il a été relevé que les exemples qui y étaient cités avaient trait à l'immunité des États ou à l'immunité dans les procès civils, plutôt qu'à celle accordée dans les procédures pénales, qu'ils étaient tirés de contextes différents et que le rapport examinait de manière sélective des affaires qui plaidaient en faveur de la mise en place de limites et d'exceptions aux immunités, tout en passant sous silence des éléments qui militaient contre une telle solution.

47. La pratique conventionnelle qui a été citée en ce qui concerne les limites et exceptions à l'immunité est problématique. Les traités portant sur les crimes internationaux graves, tels que ceux contenant une disposition relative à l'obligation d'extrader ou de poursuivre, ne prévoient pas expressément des limites et exceptions en ce qui concerne les crimes visés. Ces traités ne sauraient être considérés comme établissant l'existence d'une règle coutumière. Pour établir l'existence d'une telle règle, un plus grand nombre de preuves convaincantes, claires et sans équivoque concernant la pratique conventionnelle s'imposent.

48. La forte dépendance vis-à-vis des traités instituant expressément la responsabilité pénale individuelle en matière de crimes internationaux est préoccupante. Par définition, ces traités devraient être sans effet sur l'immunité dont bénéficient les représentants de l'État devant les juridictions internes étrangères. Le flou qui règne entre l'application des limites et exceptions quant à une procédure engagée devant une juridiction internationale et une procédure engagée devant des juridictions internes étrangères, rendent l'approche fondamentale du projet d'article 7 quelque peu problématique. Le projet d'article est fondé dans une large mesure sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, par conséquent, ne saurait être considéré comme reflétant un principe du droit coutumier qui pose les limites et exceptions à l'immunité des représentants de l'État dans des juridictions pénales étrangères. Les États qui souscrivent au Statut de Rome de la Cour pénale internationale renoncent volontairement au droit d'invoquer l'immunité dans le cas des principaux crimes visés par le Statut. Le Statut devrait donc être sans effet sur l'immunité de poursuite des représentants de l'État devant les juridictions nationales.

49. Cette distinction fondamentale entre les poursuites engagées à l'encontre d'un représentant de l'État devant une juridiction interne plutôt que devant une juridiction internationale a une incidence décisive sur la démarche générale pour ce qui est du projet d'article 7. Tout alignement de ce texte avec la méthode utilisée dans les instruments relatifs aux juridictions internationales risquerait d'affecter la paix et la stabilité dans les relations entre États si, par exemple, un État choisissait de soumettre à sa juridiction criminelle les représentants d'un autre État en les déférant devant ses propres tribunaux. Cette approche va à l'encontre du caractère sacré du principe de l'égalité souveraine de tous les États qui est consacré par la Charte des Nations Unies et pourrait compromettre l'acceptabilité générale du projet d'articles dans son ensemble, un scénario qui devrait être soigneusement évité. Au contraire, comme point de départ, il y a lieu de mettre l'accent sur le droit existant (*lex lata*) et renforcer le fondement de la pratique des États ; le développement progressif (*lex ferenda*) pourrait être examiné à un stade ultérieur.

50. Enfin, la délégation sri-lankaise souscrit sans réserve aux vues exprimées par la Commission sur la nécessité de reconnaître la relation essentielle qui existe entre les exceptions possibles à l'immunité *ratione materiae* et les garanties de procédure qui permettraient de faire en sorte que de telles exceptions ne fassent pas l'objet d'abus à des fins politiques partisans. L'adoption du projet d'article 7 n'aurait dû se faire qu'à

la condition expresse d'être assortie de telles garanties. Il est cependant encourageant de constater que la Rapporteuse spéciale ait réaffirmé sa conviction que la CDI devrait examiner de manière approfondie les questions de procédure, notamment les garanties procédurales nécessaires afin d'éviter toute politisation et tout abus dans l'exercice de la juridiction pénale étrangère à l'égard des représentants de l'État. La délégation sri-lankaise souligne l'importance de la renonciation à l'immunité dans des circonstances appropriées, comme élément clef à cet égard.

51. En ce qui concerne le sujet de la protection de l'atmosphère, l'orateur dit que la délégation sri-lankaise se félicite de l'approche adoptée par le Rapporteur spécial pour traiter de la relation entre les règles du droit international relatif à la protection de l'atmosphère et d'autres règles pertinentes du droit international et tient à souligner le lien indissoluble qui existe entre la protection de l'atmosphère et les océans. En 1982, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a mis en place le cadre fondamental permettant d'aborder la question du milieu marin et l'obligation qu'ont les États de coopérer en vue de protéger et de préserver celui-ci. Depuis lors, de nouvelles et graves menaces pour les océans ont surgi sous la forme de l'élévation du niveau de la mer, de l'acidification des océans, de la présence des matières plastiques et de bien d'autres déchets flottants.

52. Le Sri Lanka se félicite également de ce que les États aient reconnu qu'ils devraient prêter une attention particulière aux personnes et aux groupes particulièrement vulnérables à la pollution et la dégradation atmosphériques. Par exemple, le Sri Lanka a déclaré qu'il était tout à fait pertinent d'invoquer le principe fondamental d'équité intergénérationnelle, qui est bien établi dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, selon lequel le patrimoine naturel international est détenu «en fiducie» au profit des générations à venir.

53. **M<sup>me</sup> Pongsuwan** (Thaïlande) dit que son pays reconnaît la valeur des travaux de la Commission sur le sujet de la protection de l'atmosphère, car ils ont permis de mieux faire connaître la question elle-même ainsi que les questions juridiques complexes qu'elle soulève, y compris celle de la fragmentation. Le paragraphe 1 du projet de directive 9 adopté à titre provisoire par la Commission revêt un intérêt particulier pour son pays : la Thaïlande pourrait appuyer, en principe, l'idée selon laquelle toutes les règles pertinentes de droit international applicable devraient être déterminées, interprétées et appliquées de manière à faire apparaître un ensemble unique d'obligations compatibles.

54. S'agissant du sujet de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, la Thaïlande a pris note du projet d'article 7 adopté à titre provisoire par la Commission, qui dresse une liste des crimes pour lesquels l'immunité *ratione materiae* ne s'applique pas, en se fondant sur la conclusion de la Rapporteuse spéciale selon laquelle il n'existe aucune règle de droit international coutumier en ce qui concerne les limites ou exceptions à ce type d'immunité. La délégation thaïlandaise est d'avis que les travaux sur ce sujet complexe et épineux devraient être dictés par la *lex lata* et la pratique des États ; toute proposition de *lex ferenda* devrait être subordonnée à l'assentiment de la communauté internationale dans son ensemble.

55. **M. Xu Hong** (Chine) dit qu'en vertu du sujet de la protection de l'atmosphère, la Commission a adopté le projet de directive 9, dont l'objet est d'assurer l'harmonisation et l'intégration systémique des règles du droit international relatives à la protection de l'atmosphère avec d'autres règles pertinentes du droit international. Néanmoins, afin que ce projet de directive puisse s'appliquer, il faudrait pouvoir se prévaloir de règles préexistantes du droit international relatives à la protection de l'atmosphère ; il reste que faute de traité international applicable dans ce domaine à l'heure actuelle, le projet de directive marque le pas en l'absence d'une pratique internationale qui vienne l'étayer. S'il peut s'avérer utile d'un point de vue théorique, le projet de directive a peu de valeur pratique, et la Commission voudra peut-être réexaminer la nécessité de le maintenir.

56. En ce qui concerne l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, l'orateur a noté que la Commission avait adopté le projet d'article 7 à la suite d'un vote enregistré, ayant identifié six crimes au regard du droit international comme exceptions à l'immunité *ratione materiae* des représentants de l'État. De l'avis de la délégation chinoise, le projet d'article est très problématique. Son adoption hâtive sans discussion approfondie semble inappropriée. Avant que les délibérations sur la question aient pu suivre leur cours, la CDI a brusqué les choses en procédant à un vote et a adopté le projet d'article avec près d'un tiers des membres ayant voté contre. La Commission devrait faire preuve de prudence et poursuivre un échange de vues approfondi sur la question des exceptions afin de s'employer à parvenir à un consensus le plus large possible. Elle devrait éviter de proposer un projet d'article qui a donné lieu à une vaste controverse, car cela pourrait compromettre tout futur résultat à cet égard, dès lors que le fondement sur lequel il repose ne fait pas autorité.

57. Les six exceptions prévues dans le projet d'article ne sont pas ancrées dans le droit international général. Lorsqu'elles invoquent des exceptions à l'immunité, la Rapporteuse spéciale, dans son cinquième rapport, et la Commission, dans les commentaires pertinents, citent un nombre limité d'affaires portées devant des juridictions nationales et celles qui sont évoquées relèvent essentiellement des juridictions européennes et américaines ; la pratique des États d'Asie n'a pas été pleinement prise en considération. La méthodologie utilisée dans l'étude est entachée par une sélectivité tendancieuse. Il a été relevé que de nombreux exemples cités dans le cinquième rapport et dans les commentaires avaient trait aux lois relatives à l'immunité de l'État ou aux décisions de justice rendues dans le cadre de procédures civiles et étaient sans pertinence au regard de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État. Par ailleurs, il existe une forte tendance à invoquer sélectivement la pratique internationale et les décisions des juridictions internationales, en accordant un poids disproportionné à un petit nombre d'affaires dans lesquelles l'immunité a été refusée tout en feignant d'ignorer les cas bien plus nombreux où l'immunité a été confirmée par la pratique des États et les juridictions. En outre, les références à un certain nombre de décisions de justice reflétant des opinions minoritaires qui s'opposent au principe de l'immunité ont été mises en relief de manière sélective, tandis que l'opinion majoritaire en faveur de l'immunité n'a pas reçu l'attention requise.

58. Dans ce contexte, la Chine ne croit pas que les dispositions du projet d'article 7 puissent être reconnues comme une codification ou un développement progressif du droit international coutumier. Le déni injuste de l'immunité aux représentants de l'État compromettrait gravement le principe de l'égalité souveraine de tous les États et risquerait fort d'entretenir des clivages à des fins politiques, portant gravement atteinte à la stabilité des relations internationales. La Commission doit reconnaître pleinement la gravité de la question et les risques potentiels y afférents, et mettre l'accent sur une analyse minutieuse de la pratique internationale existante en faisant preuve de prudence.

59. En ce qui concerne les normes impératives de droit international général (*jus cogens*), la délégation chinoise est d'avis que le sujet devrait être fondé sur l'article 53 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et sur la pratique des États, et que le recours excessif à des déductions théoriques devrait être évité. La délégation chinoise a souligné en 2016 que les trois caractéristiques fondamentales des normes du *jus cogens* telles que proposées par le Rapporteur spécial

dans son premier rapport, à savoir qu'elles sont universellement applicables, sont hiérarchiquement supérieures aux autres normes du droit international et protègent les valeurs fondamentales de la communauté internationale, étaient en contradiction flagrante avec les éléments énoncés à l'article 53 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et n'étaient pas étayées par la pratique des États. De même, pour répondre aux préoccupations de la Chine, le Rapporteur spécial a expliqué au paragraphe 18 de son deuxième rapport (A/CN.4/706) qu'il s'agissait de caractéristiques descriptives par opposition aux éléments (ou critères) constitutifs des normes du *jus cogens* énoncés à l'article 53 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, et a fait valoir qu'il faudrait faire une distinction entre les deux séries d'éléments. Toutefois, cette explication est encore loin d'être convaincante, puisque l'écart présumé est ambigu, ne devenant intelligible que s'il relève de l'abstraction théorique et n'étant pas étayé par le droit positif. Qui plus est, les trois éléments proposés font l'objet eux-mêmes de controverses. Par exemple, la signification précise de ce qu'il est convenu d'appeler les « valeurs fondamentales » pourrait être très difficile à cerner dans une communauté internationale où des civilisations différentes dotées de multiples systèmes de valeur se côtoient. Un autre exemple de ce dilemme transparaît dans la conclusion concernant la supériorité hiérarchique du *jus cogens*, à l'égard duquel un appui suffisant et cohérent en matière de pratique judiciaire des États et de pratique judiciaire internationale fait défaut. En ce qui concerne des questions comme celle de savoir si les normes du *jus cogens* l'emportent sur les règles de procédure, comme l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État ou sur les obligations des États Membres en vertu de la Charte des Nations Unies, aucun consensus au sein de la communauté internationale n'a encore pu être dégagé à ce sujet.

60. S'agissant des projets de conclusion proposés par le Rapporteur spécial dans son deuxième rapport, il est proposé dans le projet de conclusion 5 (Les normes du *jus cogens* en tant que normes du droit international général) que les principes généraux de droit peuvent servir de fondement à des normes de *jus cogens* du droit international. Toutefois, étant donné l'absence de consensus au sein de la communauté internationale quant aux normes faisant partie des principes généraux de droit et la rareté de la pratique des États relative à l'élévation des principes généraux du droit au rang de normes de *jus cogens*, il y a lieu d'entreprendre de nouvelles études afin de déterminer si les principes généraux de droit peuvent effectivement constituer le fondement du *jus cogens*. La Chine demande des éclaircissements au Rapporteur spécial à cet égard.

61. S'agissant du membre de phrase « la communauté internationale des États dans son ensemble », qui figure en tant que critère d'identification du *jus cogens*, l'intervenant estime qu'indépendamment du fait qu'il soit interprété comme « une large majorité d'États » ou « une très large majorité d'États », une telle définition serait très difficile à mettre en œuvre en pratique. Ce même critère quantitatif nébuleux pourrait également être utilisé afin de définir le droit international coutumier, et il serait difficile de déterminer s'il existe ou non une différence dans la façon dont le critère a été utilisé pour identifier les normes du *jus cogens*. Puisqu'une définition exacte de « la communauté internationale des États dans son ensemble » est essentielle pour déterminer si une norme de droit international constitue une norme du *jus cogens*, il semblerait que des études plus approfondies sur cette question soient de mise.

62. S'agissant du sujet « Succession d'États en matière de responsabilité de l'État », la délégation chinoise est d'avis que, compte tenu de la pratique internationale limitée en la matière, ainsi que du contexte politique et historique complexe dans lequel cette pratique limitée a lieu, il est probable que la codification des règles du droit international dans ce domaine s'avérera très difficile. En outre, il serait également utile d'examiner plus avant s'il est réellement urgent pour la Commission de s'atteler à une codification du sujet dans l'état actuel des choses.

63. Pour ce qui est du projet d'article premier (Portée) des projets d'articles proposés par le Rapporteur spécial dans son premier rapport (A/CN.4/708), la Chine approuve le fait de limiter le champ d'application de la responsabilité de l'État et de la succession d'États, et estime qu'il n'y a pas lieu d'examiner les questions relatives à la responsabilité à l'égard des organisations internationales et à la succession des gouvernements. La délégation chinoise propose que les règles relatives à la responsabilité internationale devraient être maintenues hors du champ d'application du sujet et que les travaux menés en la matière devraient être entièrement axés sur les règles secondaires de la responsabilité de l'État.

64. **M. Valek** (Tchéquie), rappelant les réserves bien connues exprimées par la délégation tchèque quant à l'inscription du sujet de la protection de l'atmosphère à l'ordre du jour de la Commission, dit que bien que le problème de l'évolution du climat représente l'un des plus graves défis auxquels l'humanité doit faire face aujourd'hui, l'action résolue qu'il importe de prendre sans plus attendre exige la pleine participation d'organismes internationaux autres que la Commission du droit international. Le véritable enjeu est de savoir comment élaborer une approche intégrée des problèmes

qui sont à l'origine de l'évolution du climat, notamment la compréhension et l'acceptation de la corrélation scientifiquement prouvée entre divers phénomènes naturels, tels que l'atmosphère et les océans, et les effets des activités anthropiques sur l'environnement. Il est évident que la Commission n'est pas habilitée à traiter des questions scientifiques, socioéconomiques et politiques liées aux changements climatiques, qui sont au cœur de toute stratégie visant à relever les défis correspondants.

65. La relation entre le droit international relatif à la protection de l'atmosphère et d'autres branches du droit international est une toute autre question. La première question qui se pose à cet égard est celle de savoir s'il existe effectivement une branche du droit international que l'on pourrait qualifier de droit relatif à la protection de l'atmosphère, et la délégation tchèque n'est pas convaincue que ce soit le cas. En outre, le problème des relations interdisciplinaires ne se limite pas à la protection de l'atmosphère ; il s'agit d'une question juridique plus large. La relation entre les différents domaines du droit international est régie par des principes, et les problèmes connexes sont couramment réglés par des techniques qui ne sont pas tributaires de l'objet du domaine juridique visé. Il n'y a donc aucune raison pour que la question soit traitée spécifiquement dans le cadre de la protection de l'atmosphère.

66. C'est pourquoi, de tous les projets de directive sur le sujet adoptés à titre provisoire par la Commission, le projet de directive 9 (Relation entre règles pertinentes) est celui qui soulève un certain nombre de questions. Il importe, certes, d'éviter, dans la mesure du possible, tout conflit ou divergence entre les règles relatives à la protection de l'atmosphère et les autres règles de droit international, mais l'approche proposée dans la première phrase du paragraphe 1 ne constitue pas une solution en soi. Au contraire, il semblerait qu'il s'agisse avant tout d'un problème d'harmonisation des obligations de fond au titre de divers instruments juridiques internationaux traitant de différents sujets, dans le souci de déboucher sur une politique clairement définie et généralement convenue. Une telle harmonisation doit être précédée de la recherche d'éléments d'information pertinents et de solutions techniques adaptées permettant de s'attaquer à des problèmes interdépendants, ce qui pourrait nécessiter l'adoption d'obligations juridiques sinon la modification d'obligations juridiques qui existent déjà. Si les instruments juridiques sont contradictoires quant au fond, le problème ne saurait être résolu par une réinterprétation idéaliste.

67. Le projet de directive 9 propose une solution irréalisable, qui, précisément, ne tient aucun compte des

règles relatives à l'interprétation des traités auxquelles se réfère explicitement la deuxième phrase du paragraphe 1. Les règles de la Convention de Vienne sur le droit des traités s'appliquent aux traités individuellement. Elles ne visent pas à faire concorder, au moyen d'une interprétation, un nombre indéfini de textes fondamentalement incompatibles qui pourraient être contraignants pour différents groupes d'États parties aux traités. Le paragraphe 2 traite du problème de l'harmonisation des instruments juridiques dans une perspective beaucoup plus réaliste et représente le seul élément viable du projet de directive 9.

68. S'agissant du sujet « Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État », l'orateur dit que les plus récentes discussions au sein de la Commission avaient clairement montré qu'identifier des règles établies du droit international coutumier pouvait parfois se révéler une tâche difficile, car la pratique des États en la matière pouvait présenter des aspects dissemblables et les questions juridiques pouvaient être complexes et épineuses. Les exceptions à l'immunité *ratione materiae* énoncées au projet d'article 7 des articles adoptés à titre provisoire par la Commission semblent être un cas d'espèce. Néanmoins, la Tchéquie salue l'adoption du projet d'article, puisqu'elle reflète adéquatement l'émergence d'une tendance dans la pratique des États qui favorise l'existence d'une exception à l'immunité *ratione materiae*, lorsque des crimes au regard du droit international, ainsi que d'autres crimes qu'il est convenu d'appeler « actes accomplis à titre officiel », qui sont définis dans les conventions pertinentes, ont été commis. La Tchéquie apprécie également les éclaircissements qu'apporte le commentaire à divers aspects d'une question controversée.

69. La délégation tchèque se félicite de la décision de ne pas inclure le crime d'agression ni le crime de corruption dans le texte du projet d'article. Le crime d'agression est soumis à un régime de compétence spécial, comme en témoigne, entre autres, le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité de 1996. S'agissant du crime de corruption, la Tchéquie partage l'avis exprimé dans le commentaire du projet d'article 7, à savoir que la corruption ne devrait pas être considérée comme un acte accompli à titre officiel et n'a donc pas besoin d'être incluse parmi les crimes pour lesquels l'immunité ne s'applique pas.

70. Enfin, la Tchéquie tient à mettre en relief la conclusion de la CDI selon laquelle les exceptions à l'immunité *ratione materiae* ne s'appliquent pas ou ne limitent en aucune manière l'immunité *ratione personae* des représentants de l'État. Dans son commentaire, la Commission a expressément mentionné ce principe pour

ce qui est des chefs d'État, chefs de gouvernement et ministres des affaires étrangères mais, de l'avis de la délégation tchèque, l'immunité s'applique également aux personnes attachées à des missions diplomatiques, à des postes consulaires, à des missions spéciales, à des organisations internationales et aux forces armées d'un État. Cette immunité est garantie par le paragraphe 2 du projet d'article 1, mais il serait utile de réaffirmer cette réalité dans le commentaire du projet d'article 7.

71. **M<sup>me</sup> Telalian** (Grèce), se référant au sujet de la protection de l'atmosphère, dit que le projet de directive 9 adopté à titre provisoire par la Commission s'inspire des conclusions du groupe d'étude chargé par la Commission d'examiner la question de la fragmentation du droit international en 2006, et vise à garantir la compatibilité et la complémentarité entre les règles relatives à la protection de l'atmosphère et les règles découlant d'autres branches du droit international afin que les États puissent se conformer à l'une et à l'autre sans crainte d'un conflit entre diverses obligations, nonobstant toute différence quant à la provenance et l'objet de la réglementation.

72. Comme il est indiqué dans le quatrième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/705), les considérations d'ordre environnemental ont progressivement fait leur apparition dans les branches du droit international, soit par le biais de l'énonciation de principes nouveaux ou dans le cadre d'une interprétation évolutive des règles existantes par des organes judiciaires et quasi judiciaires, facilitant ainsi l'émergence d'une tendance en faveur de l'harmonisation et du principe du soutien mutuel. En principe, cette interaction croissante devrait s'accélérer à l'avenir, et le projet de directive 9, par le biais de son caractère général et de son libellé en termes non exhaustifs, fournit suffisamment d'orientations normatives pour permettre à ce processus de porter ses fruits.

73. Les projets de directives 10 à 12 proposés par la Rapporteuse spéciale, qui n'ont pas été retenus par la Commission, affichent une approche sectorielle qu'il faudrait éviter à tout prix. Prenant pour exemple le paragraphe 2 du projet de directive 11, l'intervenante dit que les questions relatives au droit de la mer n'ont aucune place dans un ensemble de directives relatives à la protection de l'atmosphère. Cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne les questions de fond touchant le droit de la mer, telles que la délimitation des zones maritimes. Toutes ces questions sont adéquatement réglementées par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, dont l'universalité et le caractère unitaire ont été soulignés, de même que la nécessité de préserver son intégrité, dans les résolutions adoptées chaque année par l'Assemblée générale sur les océans



et le droit de la mer, la dernière en date étant la résolution 71/257 de l'Assemblée générale.

74. Lorsque la Commission a décidé d'inscrire le sujet à son programme de travail, elle a précisé, comme indiqué dans la note de bas de page 677 de son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/72/10), que « Les travaux de la Commission sur le sujet viseraient à élaborer des projets de directive, sans chercher à compléter les régimes conventionnels actuels par de nouvelles règles ou de nouveaux principes juridiques ». La Commission devrait faire fond sur ces indications précises lorsqu'elle se penchera à l'avenir sur le sujet de la protection de l'atmosphère. De plus, la CDI devrait faire preuve de la plus grande prudence lorsqu'il s'agit d'inclure dans son futur programme de travail des sujets liés au droit de la mer.

75. S'agissant de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État et, en particulier, de la question très délicate des exceptions à l'immunité *ratione materiae*, l'oratrice dit que la Commission ne doit pas laisser passer l'occasion de lever l'incertitude persistante qui a provoqué des tensions entre les États et se doit de leur fournir des conseils appropriés en la matière. Malheureusement, des divergences de vues apparemment irréconciliables sur la question n'ont pas permis à la Commission d'élaborer une proposition de consensus sur le projet d'article 7, rendant inéluctable le recours assez inhabituel à un vote enregistré.

76. En dépit des vifs débats qui ont eu lieu au sein de la Commission, la majorité de ses membres souscrivent à l'approche systémique de l'institution de l'immunité proposée par la Rapporteuse spéciale dans son cinquième rapport (A/CN.4/701) et reconnaissent, pour ce qui est des règles relatives à l'immunité, que la Commission ne saurait faire fi des autres normes existantes ni aller à l'encontre de principes juridiques reconnus relevant d'autres branches du droit international contemporain. C'est dans cet esprit que la Commission a finalement décidé de retenir le projet d'article 7, estimant qu'il se dégageait de la pratique une tendance à la limitation de l'applicabilité de l'immunité de juridiction *ratione materiae* en ce qui concerne certains comportements constitutifs de crimes de droit international, au regard desquels l'immunité *ratione materiae* ne s'applique pas.

77. La délégation grecque est fermement convaincue qu'au regard du droit international contemporain, les règles relatives à l'immunité devraient ménager un équilibre entre le respect de l'égalité souveraine de tous les États et la stabilité des relations internationales, et devraient préserver les intérêts essentiels de la communauté internationale dans son ensemble, dont

l'un est incontestablement de lutter contre l'impunité des crimes les plus graves au regard du droit international. De ce point de vue, la décision de la Commission est un pas dans la bonne direction.

78. Toutefois, les préoccupations exprimées par certains membres de la Commission concernant les risques d'abus des exceptions à l'immunité *ratione materiae* et la tenue de procès politiques contre des représentants d'États devant des juridictions étrangères sont compréhensibles. En conséquence, la délégation grecque se félicite de ce que, dans la note de bas de page du texte du projet d'articles et dans le commentaire du projet d'article 7, la Commission ait souligné l'importance des dispositions et garanties procédurales applicables afin d'éviter tout abus dans l'exercice de la juridiction pénale étrangère à l'égard des représentants de l'État.

79. La délégation grecque se félicite de la suppression des crimes de corruption de la liste des infractions visées dans le projet d'article 7. En dépit de leur gravité, ces infractions ne sauraient être considérées comme des « actes accomplis à titre officiel » ; en conséquence, l'un des principaux éléments normatifs relatifs à l'immunité de juridiction pénale étrangère *ratione materiae* n'est pas rempli en ce qui concerne ces crimes. Par ailleurs, l'intervenante reprend à son compte l'argument sur lequel se fonde la décision de la Commission, selon lequel il ne faut pas inclure dans le projet d'article 7 ce qu'il est convenu d'appeler « l'exception territoriale », un concept qui a été principalement invoqué à ce jour dans le cadre des procédures civiles.

80. Pour ce qui est de la liste des crimes de droit international à l'égard desquels l'immunité *ratione materiae* ne s'applique pas, énoncée au paragraphe 1 du projet d'article 7, on peut comprendre qu'étant donné les circonstances, la CDI ait opté pour une approche pragmatique fondée sur ce qui pourrait, tôt ou tard, se révéler acceptable pour les États. On peut également comprendre que l'inclusion du crime d'apartheid ait été jugé appropriée, essentiellement pour des raisons historiques.

81. Enfin, la délégation grecque se félicite des améliorations apportées par le Comité de rédaction au texte du projet d'article, qui vise essentiellement à mettre en relief la question de l'immunité *ratione materiae*, ainsi que de la suppression des deux clauses « sans préjudice » qui avaient été initialement proposées par la Rapporteuse spéciale.

82. **M<sup>me</sup> Orosan** (Roumanie), évoquant le sujet de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, dit que le caractère épineux de

la question des limites et exceptions à celle-ci a donné lieu une fois de plus à un vaste débat animé au sein de la Commission, à la suite de la discussion partielle qui s'était tenue sur le même sujet en 2016. Vu l'insuffisance d'une pratique pertinente et de l'*opinio juris* sur la question, la délégation roumaine se félicite de l'approche prudente adoptée dans le cadre d'une décision sur le projet d'article 7.

83. La Roumanie est favorable à ce que l'on fasse ressortir la différence entre immunité *ratione personae* et immunité *ratione materiae* aux fins de l'exercice de la juridiction pénale étrangère, au motif que l'immunité, en tant que mécanisme procédural visant à garantir le respect de l'égalité souveraine de tous les États, ne devrait pas porter atteinte aux valeurs et principes reconnus par la communauté internationale dans son ensemble. Il y a donc tout intérêt à identifier les actes qui, même quand ils sont accomplis à titre officiel, ne sont pas du ressort de l'immunité *ratione materiae*, et peuvent de ce fait être poursuivis en vertu de la juridiction pénale étrangère une fois que l'immunité *ratione personae* aura été levée.

84. Considérant qu'il existe des divergences de vue quant aux types d'infractions que l'on se propose d'insérer dans le projet d'article, la délégation roumaine se félicite de l'approche adoptée par la CDI qui fait en sorte que les limites et exceptions soient applicables uniquement à une liste prescriptive des crimes les plus graves au regard du droit international, laquelle sera élaborée en se fondant sur un large consensus international et en disposant que ces crimes soient reconnus comme tels par le droit international coutumier. De même, la Roumanie se félicite de l'ajout précisant que la Commission a décidé de faire référence à tel ou tel instrument pour la définition de chacun des crimes visés au paragraphe 1 du projet d'article 7 parce qu'elle estimait que c'était opportun et judicieux et uniquement aux fins du projet d'article 7, et cette décision est sans préjudice des autres règles de droit international, coutumières ou conventionnelles, qui visent ces crimes et établissent des régimes juridiques de portée générale relatifs à chacun d'entre eux.

85. Si l'incertitude persistante qui règne quant à la portée de l'immunité exige un encadrement de la part de la Commission, il faudra veiller à ne pas créer de tensions interétatiques en établissant des limites et exceptions que les États ne seraient pas tenus d'accepter au moyen d'un traité et pour lesquelles la pratique des États n'est pas suffisante ou cohérente. Puisque des garanties de procédure clairement définies peuvent contribuer à éviter tout abus dans l'exercice de la juridiction pénale étrangère à l'égard des représentants de l'État, la délégation roumaine attend avec intérêt le

sixième rapport de la Rapporteuse spéciale et l'examen par la Commission des garanties de procédure applicables aux présents projets d'articles, notamment le projet d'article 7.

86. **M. Troncoso** (Chili), se référant au sujet de la protection de l'atmosphère, dit que l'un des enseignements du XXI<sup>e</sup> siècle est qu'il ne suffit pas d'aborder la question de la protection de l'environnement en général, car la protection de l'atmosphère prend de jour en jour plus d'importance. L'incurie dont est l'objet « l'enveloppe gazeuse qui entoure la Terre », conformément à la définition appropriée qu'en donne le Rapporteur spécial dans le projet de directive 1 des projets de directives sur le sujet adoptés à titre provisoire par la Commission, est une menace pour l'existence même de l'humanité. La délégation chilienne se félicite de ce que le Rapporteur spécial ait organisé une réunion avec des scientifiques, à l'instar des années précédentes, pour aider les experts juridiques siégeant à la Commission à comprendre le caractère complexe de certains aspects techniques du sujet.

87. Les nouveaux alinéas du préambule, en particulier ceux qui ont trait à l'étroite corrélation entre l'atmosphère et les océans ainsi que la situation particulière dans laquelle les zones côtières de faible élévation et les petits États insulaires en développement se trouvent du fait de l'élévation du niveau de la mer, résument très bien les points soulevés par le Rapporteur spécial dans son quatrième rapport ([A/CN.4/705](#)) Il est scientifiquement prouvé que la pollution et la dégradation atmosphériques en raison d'activités induites par l'homme sont les principales sources du réchauffement de la planète. La fonte de la calotte glaciaire causée par des températures plus élevées a entraîné une élévation du niveau de la mer, compromettant la survie de sociétés entières implantées dans des zones de littoral. Le sixième alinéa du préambule, qui constate qu'il convient de tenir pleinement compte du fait qu'il est dans l'intérêt des générations futures de préserver durablement la qualité de l'atmosphère, est en pleine conformité avec l'obligation de pratiquer un mode de vie durable qui permettra aux habitants futurs de la planète d'hériter d'un environnement compatible avec la santé et le bien-être de l'homme.

88. L'intervenant se félicite de ce que le projet de directive 9, sur la Relation entre règles pertinentes, s'inscrive bien dans les projets de directives 10, 11 et 12 ; le commentaire donne des explications suffisantes sur les questions relatives à la protection de l'atmosphère. Bien que le régime pertinent soit autonome, ses règles font partie du droit international

général, et interagissent avec les règles relatives au droit de la mer, au droit commercial international, au droit international de l'investissement, au droit international des droits de l'homme et à d'autres branches du droit. D'où l'importance particulière de l'adoption provisoire du projet de directive 9, qui indique, au paragraphe 1, que les différents ensembles de règles « devraient, dans la mesure du possible, être déterminées, interprétées et appliquées de manière à faire apparaître un ensemble unique d'obligations compatibles ». Le paragraphe 2 préconise que le développement progressif du droit international se fasse de manière harmonieuse. Le paragraphe 3 tient compte des vues exprimées au sein du Comité l'année précédente, à savoir que les États devraient prêter une attention particulière aux personnes et aux groupes particulièrement vulnérables à la pollution et la dégradation atmosphériques, dont la vulnérabilité est fréquemment démontrée par les effets dévastateurs de catastrophes naturelles graves telles que les inondations, les périodes de sécheresse et les tornades.

89. Se référant au cinquième rapport de la Rapporteuse spéciale sur le sujet de l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État (A/CN.4/701), l'intervenant fait remarquer que celle-ci indiquait en guise de conclusion qu'il n'avait pas été possible de déterminer l'existence d'une règle coutumière autorisant l'application de limites ou d'exceptions à l'immunité *ratione personae*; en revanche, elle parvenait à la conclusion que l'immunité *ratione materiae* ne s'applique pas à la commission des crimes contre l'humanité.

90. La question des limites et exceptions à l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État n'est pas simple, car elle fait intervenir des principes fondamentaux tels que l'égalité souveraine de tous les États, ainsi que la nécessité de lutter contre l'impunité des crimes internationaux graves. La délégation chilienne partage l'opinion de la Commission selon laquelle il se dégage une tendance claire en droit international général vers la mise en place de restrictions à l'immunité *ratione materiae* dont jouissent les représentants de l'État lorsqu'ils ont commis l'un quelconque des crimes les plus odieux contre l'humanité. Les travaux de la CDI devraient consolider cette tendance, dans le souci de mettre un terme à l'impunité.

La délégation chilienne approuve l'adoption à titre provisoire du paragraphe 1 du projet d'article 7, qui reflète les tendances actuelles du droit international. Bien que le crime de torture, le crime d'apartheid et les disparitions forcées de personnes soient englobés dans les crimes contre l'humanité, selon le libellé de

l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, les désigner nommément, tel qu'il est proposé dans le texte, se justifie par le fait que la perpétration de tels crimes ne correspond pas, dans tous les cas, au critère particulier suivant, à savoir que ces crimes doivent être commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque.

91. S'agissant du sujet des normes impératives du droit international général (*jus cogens*) et en référence aux projets de conclusion adoptés à titre provisoire par la Commission, l'intervenant souligne l'importance du projet de conclusion 9 (Preuves de l'acceptation et de la reconnaissance), qui contribue à la fois et de manière concluante à la codification et au développement progressif du droit international. Le paragraphe 1 fait valoir un argument important : les preuves de l'acceptation et de la reconnaissance d'une norme du droit international général en tant que norme de *jus cogens* peuvent être consignées dans des documents divers et peuvent revêtir des formes variées. La délégation chilienne approuve le libellé du projet de conclusion dans son intégralité et attend avec intérêt son adoption à l'avenir.

92. Enfin, bien que la délégation chilienne appuie la décision de la CDI d'inscrire à son programme de travail à long terme la question des éléments de preuve devant les juridictions internationales, il conviendrait d'adopter une approche souple à cet égard, puisque la norme relative aux éléments probants peut varier selon la nature du différend international en cause. En outre, l'abondance de la pratique régionale et universelle dans ce domaine, y compris celle des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, devrait être prise en compte.

*La séance est levée à 13 h 10.*